



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

## Forum parlementaire à l'occasion du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable

### *Message de la pandémie : le retour du gouvernement*

Lundi 12 juillet 2021

Plateforme de visioconférence Zoom

Le Forum parlementaire qui s'est réuni à l'occasion du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable de 2021 avait pour objectif de réévaluer le consensus néolibéral, en vigueur depuis quarante ans, qui veut que les forces du marché réussissent presque toujours mieux que les gouvernements à garantir l'issue la plus favorable possible à la société, ainsi qu'à relever les défis et sortir des crises. La riposte mondiale à la pandémie de COVID-19, mise en place par les gouvernements et non par le secteur privé et les forces du marché, a remis en cause cette façon de voir. Des interventions importantes des pouvoirs publics seront indispensables pour que la société se rétablisse rapidement à l'issue de la pandémie et pour remettre à l'ordre du jour les Objectifs de développement durable (ODD).

Cette réunion, organisée par le Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès de l'ONU à New York, était animée par Mme Paddy Torsney, Chef du bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès des Nations Unies. Environ 150 parlementaires représentant toutes les régions du monde ont participé à la réunion.

M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP, a présenté des remarques d'introduction en ouverture de la réunion, qui prévoyait deux réunions-débat rassemblant des parlementaires, des experts et des collaborateurs de l'UIP. Ont participé à la première réunion-débat M. Pedro Arroio-Agudo, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, ancien parlementaire (Espagne), Mme Isabel Ortiz, Directrice du Global Social Justice Program, Université de Columbia, et Mme Nancy de la Sierra, Présidente de la Commission ODD, Sénat du Mexique. La seconde réunion-débat a réuni M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, M. Alessandro Motter, Conseiller principal aux affaires économiques et sociales de l'UIP et M. Issa Mardo Djibir, Président de la Commission ODD de l'Assemblée nationale du Tchad.

### Résumé des débats

À l'ouverture de la réunion, **M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP**, a souligné que la pandémie de COVID-19 avait prouvé l'importance du gouvernement, du parlement et des pouvoirs publics, tout particulièrement pour ce qui était de la réglementation de l'économie. Il a relevé que, depuis les années 80, une large part de la réflexion économique reposait sur l'idée que "la main invisible du marché" constituait le principal catalyseur du progrès et que les gouvernements ne devaient pas intervenir. La

pandémie de COVID-19 et la reprise qui s'en est suivie avaient commencé à éroder ce consensus, en faveur d'une intervention plus importante de l'État dans l'économie.

La pandémie de COVID-19 a suscité une hausse de la pauvreté et du chômage dans le monde entier et révélé une tendance générale au sous-investissement dans les domaines de la santé, de l'éducation et des autres biens publics. Les inégalités préexistantes se sont creusées. Tout en ne soutenant pas l'instauration d'une économie totalement contrôlée par l'État, M. Pacheco a suggéré que les gouvernements nationaux commencent à réfléchir à l'établissement d'un "nouveau paradigme" prévoyant la hausse des investissements publics dans l'économie, la recherche et les programmes d'équité sociale, afin d'aider les citoyens et de continuer à progresser dans la réalisation des ODD. Ce nouveau paradigme doit également inclure un soutien renouvelé aux organisations multilatérales.

En dernière analyse, un débat ouvert et sincère concernant le rôle du gouvernement est requise pour aborder les difficultés à court terme, telles que la pandémie de COVID-19, mais aussi les questions qui se poseront à long terme, notamment les ODD et les changements climatiques. M. Pacheco a exhorté les participants à tenir ce débat en faisant fi de tout dogmatisme, qui ne pourrait qu'entraver l'examen de questions souvent plus compliquées qu'elles ne le paraissent au premier abord. Il a recommandé une approche plus pragmatique reposant sur le souhait de mettre en commun et d'adopter des bonnes pratiques.

### Débat sur les thèmes principaux

**M. Pedro Arroio-Agudo** a ouvert le débat en analysant la "crise mondiale de l'eau". À l'heure actuelle, environ 2,2 milliards de personnes sur terre ne disposent pas d'un accès garanti à une eau potable sûre. La majeure partie de ces personnes ne vivent pas dans des régions arides, mais leur accès à une eau potable sûre est entravé par la pauvreté et l'instabilité. M. Arroio-Agudo a estimé que cette situation était pour une large part le résultat des politiques de privatisation et de libéralisation, qui traitent l'eau potable comme un bien de consommation et non comme un bien public, ce qui empêche tout individu n'ayant pas les moyens de payer l'eau d'y avoir accès. M. Arroio-Agudo s'est associé à l'appel lancé par M. Pacheco, Président de l'UIP, en faveur d'un "nouveau paradigme" permettant de mettre un terme aux graves inégalités de ce type. La pandémie de COVID-19 nous a contraints à nous éloigner de l'économie strictement néolibérale pour nous orienter vers davantage d'investissements publics dans les systèmes de santé publique, l'infrastructure et l'environnement. L'expansion dans le monde entier des services relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène doit être considérée comme un "défi démocratique" et non un créneau commercial.

**Mme Isabel Ortiz** a poursuivi en critiquant les politiques budgétaires d'austérité, qui ont entraîné, à l'instar de ce qui s'est produit dans le secteur de la santé, un sous-financement et une dotation insuffisante en personnel des services publics et limité l'accès à ces services du fait de la privatisation et de la financiarisation. Ces problématiques ont suscité un retour à une participation plus importante de l'État au secteur de la santé et mené à la "municipalisation" de services tels que l'eau et les transports publics. Mme Ortiz a aussi critiqué la tendance mondiale consistant à répondre aux crises économiques par des mesures d'austérité telles que le plafonnement des salaires des fonctionnaires (principalement les enseignants et le personnel médical), les coupes apportées à la sécurité sociale, aux retraites et aux programmes sociaux, ainsi que le recours accru à la privatisation et aux taxes de vente régressives. De telles mesures sont superflues et contre-productives. Les États seraient mieux avisés de réagir à de telles crises en instituant une fiscalité plus progressive, en luttant contre les flux financiers illicites, en formalisant l'économie informelle, en restructurant la dette, en puisant dans les réserves de change et les réserves budgétaires, en réduisant les dépenses militaires et en adoptant des modèles macro-économiques plus souples tolérant l'inflation et les déficits, entre autres. Le plus important est que les décisions budgétaires s'inscrivent dans un dialogue avec le public auquel participent toutes les parties prenantes, plutôt que de se présenter sous la forme de mesures technocratiques appliquées par une poignée d'économistes travaillant dans leur tour d'ivoire.

**Mme Nancy de la Sierra** a conclu la réunion-débat en soulignant que la COVID-19 a été, et reste, une crise économique, sociale et sanitaire, qui a également retardé la réalisation des ODD. Les autorités à l'échelon national, tout particulièrement les parlements, doivent préserver le bien-être des citoyens en s'attaquant à des problématiques urgentes telles que le chômage et la santé publique. En outre, l'ONU doit participer à la recherche de solutions à la pandémie de COVID-19 et les gouvernements nationaux doivent, quant à eux, avoir conscience de l'importance des ODD et poursuivre les efforts entamés pour les réaliser.

### Points clés du débat

Les points suivants ont été soulignés lors du débat, au cours duquel sont intervenues onze personnes représentant autant de pays, ainsi que les trois intervenants :

- Les relations entre les gouvernements nationaux et le secteur privé sont complexes et il n'existe à l'heure actuelle aucun consensus clair sur le délicat sujet des partenariats public-privé. Certains délégués sont tout à fait favorables à ces partenariats, tandis que d'autres se déclarent sceptiques, estimant qu'ils ne devraient être entrepris que dans le cadre d'une réglementation et d'un contrôle fermes des pouvoirs publics.
- Un grand nombre de pays en développement ont toujours grand besoin de fournitures médicales et de vaccin pour lutter contre la pandémie de COVID-19. L'équité en matière de vaccins devrait être une priorité pour la communauté internationale. Sur ce plan également, il faut une présence forte du gouvernement pour orienter ou rediriger les ressources là où elles sont les plus indispensables.
- La communauté internationale, les gouvernements et les parlements doivent tenir leur engagement de réaliser les ODD, en particulier les ODD qui ont trait à l'égalité des sexes, la santé publique et les changements climatiques.
- Les parlementaires devraient inviter au débat politique sur les alternatives économiques aux solutions fondées sur le marché, qui se révèlent de toute évidence inefficaces pour faire face aux défis de plus en plus importants de notre époque.

### Enquête 2021 sur la participation parlementaire aux ENV

**Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP**, a ouvert ce volet de la réunion en soulignant que la présentation d'Examens nationaux volontaires (ENV) par les gouvernements nationaux ne permettait pas uniquement de réaliser un bilan interne, mais constituait aussi une occasion d'apprendre et de sensibiliser le public aux questions en lien avec la mise en œuvre des ODD. Les ENV devraient être enrichis de l'apport des gouvernements et des parlements nationaux, mais aussi de toutes les grandes parties prenantes, telles que les groupes de la société civile et les syndicats. L'enquête annuelle de l'UIP concernant la participation des parlements aux ENV donne une idée de la puissance du contrôle exercé par les parlements sur cet important processus.

**M. Alessandro Motter, Conseiller principal aux affaires économiques et sociales de l'UIP**, a poursuivi en présentant les conclusions préliminaires concernant la participation des parlements aux ENV en 2021. Au 7 juillet, seulement 15 des 42 parlements dont le gouvernement a présenté un rapport au Forum politique de haut niveau avaient répondu à l'enquête. L'image se dégageant des réponses données, ainsi que de la lecture des rapports présentés au Forum, a révélé que près de la moitié de ces 42 parlements avaient pris une certaine part au processus, que ce soit par le biais de rapports, de rencontres avec les parties prenantes, ou autre. Toutefois, ces données indiquent également que, dans son ensemble, la participation parlementaire à ce processus reste limitée, tant en qualité qu'en quantité. Rares sont les gouvernements à avoir indiqué au parlement quelle forme pourrait prendre sa participation. Certains parlements n'ont même pas été mis au courant de la tenue de l'examen avant qu'il ne soit arrivé à son terme. La participation des parlements aux ENV ne s'est quasiment pas améliorée par rapport à 2020. Le rapport final de l'enquête menée cette année sera publié en septembre.

**M. Issa Mardo Djabir, parlementaire, Président de la Commission ODD, Assemblée nationale du Tchad**, a conclu ce segment de la réunion en évoquant les efforts consentis par le gouvernement du Tchad pour mettre en œuvre les ODD. L'Assemblée nationale du Tchad a créé cette commission en 2018 pour contrôler la mise en œuvre des ODD, en accordant une attention particulière à la diversité idéologique et de genre, ainsi qu'à l'inclusion des parties prenantes. Organe de coordination central du parlement chargé des ODD, la Commission n'a pas ménagé ses efforts pour améliorer la qualité du rapport présenté cette année par le Tchad au Forum politique de haut niveau.

Deux brèves interventions ont suivi ce court segment de la réunion, mais aucun débat sur le fond n'a pu avoir lieu en raison des contraintes de temps.

Lors de la clôture de la réunion, le modérateur a remercié tous les participants de leur contribution.